

ECONOMIE

Le climat des affaires favorise les IDE au Maroc

• Les entrées se sont élevées à 3,6 milliards de dollars en 2014

• L'apport de Casablanca Finance City relevé par la CnuCED

LE Maroc et l'Égypte sont encore une fois, cités comme de bons élèves en matière d'investissement direct étranger. D'après le rapport sur l'investissement dans le monde 2015 publié hier mercredi 24 juin par la CnuCED, les entrées d'IDE en 2014, ont augmenté de 14% en Égypte pour atteindre 4,8 milliards de dollars grâce à des investissements dans des pro-

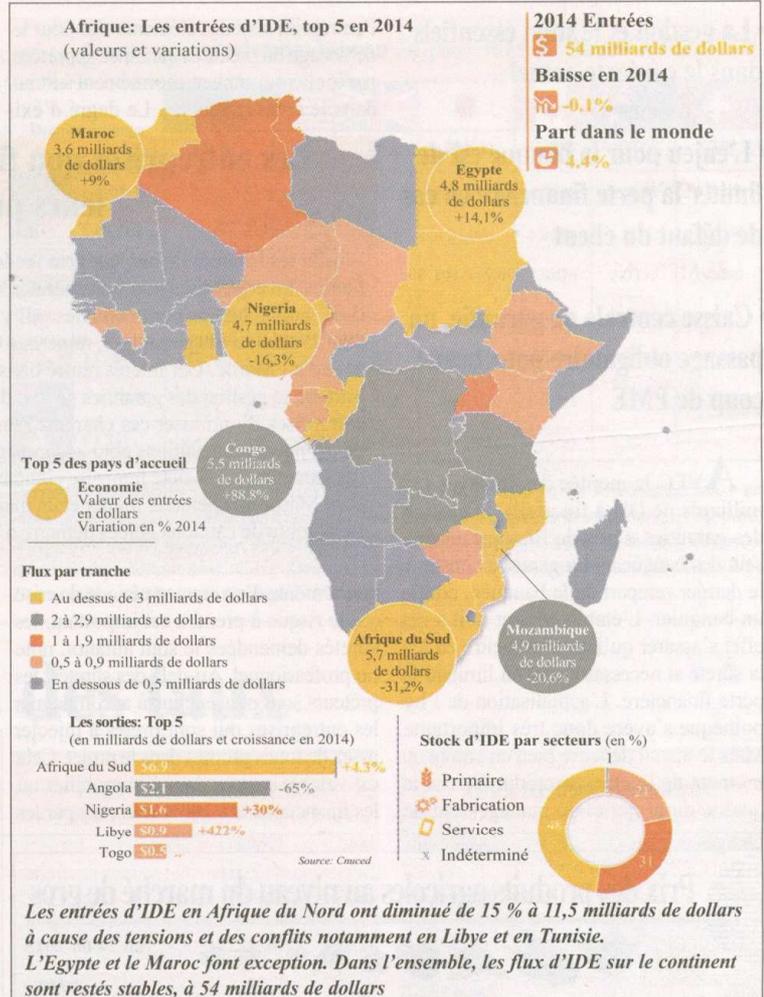
jets pétroliers et de construction. Et de 9% au Maroc pour s'élever à 3,6 milliards de dollars.

D'après la CnuCED, le Royaume s'est distingué en tant que pôle de services et se positionne comme une passerelle vers le continent. Les opportunités offertes par Casablanca Finance City (CFC) ont contribué à attirer les grandes entreprises multinationales telles que BNP Paribas, AIG, Boston Consulting Group, Microsoft et Ford. Certains y ont même déplacé leurs sièges régionaux.

Les investissements dans les infrastructures et dans les TIC, une forte compétence, la stabilité politique et la proximité de l'Europe... constituent les atouts du Maroc pour attirer les IDE dans ce secteur. D'après les derniers indicateurs

Une reprise se profile dans le monde

LES économistes de la CnuCED prédisent une reprise soutenue de l'IDE mondial. Les entrées augmentant de 11% à 1.400 milliards de dollars en 2015. Cette hausse se poursuivra en 2016, avec 1.500 milliards de dollars, et en 2017, avec 1.700 milliards de dollars. Les pays développés devraient enregistrer une forte progression des entrées en 2015 (de plus de 20%), du fait d'une activité économique plus vigoureuse. Les entrées dans les pays en développement devraient rester élevées, en hausse de 3% en moyenne au cours des deux prochaines années. Les fusions-acquisitions internationales devraient aussi enregistrer une reprise cette année. La part des entreprises multinationales envisageant d'augmenter leurs investissements directs à l'étranger au cours des trois prochaines années (2015-2017) est passée de 24 à 32%. Toutefois, la croissance de l'IDE pourrait être perturbée par les incertitudes actuelles dans la zone euro, les retombées possibles des tensions géopolitiques ainsi que la vulnérabilité persistante des pays émergents. Ce sont autant de facteurs qui ont aidé à la chute de l'investissement étranger direct mondial de 16% pour atteindre 1.230 milliards de dollars en 2014, selon la CnuCED. □



de l'Office des changes, le flux des investissements directs à l'étranger a progressé de 22,8% s'établissant à 11,7 milliards de dirhams à fin mai 2015 contre 9,5 milliards de dirhams une année auparavant. L'engouement du Maroc a été aussi relevé par l'étude «Africa Attractiveness Survey 2015» du cabinet EY. Il est d'ailleurs la troisième destination des investissements directs étrangers en Afrique en 2014, avec 67 projets (en hausse de 52,3%). (cf. notre édition N°4541 du 5 juin 2015).

Globalement, les entrées d'IDE en Afrique du Nord ont diminué de 15% à 11,5 milliards de dollars l'année dernière. Plusieurs facteurs expliquent cette chute notamment les tensions et les conflits qui sévissent dans plusieurs pays. La baisse a été marquée aussi en Algérie, en Tunisie et en Libye.

Pour l'ensemble du continent, les flux des IDE en Afrique sont dans l'ensemble restés stables, à 54 milliards de dollars. Ce sont les multinationales de pays en développement comme la Chine et l'Inde qui boostent les activités dans le continent africain. Dans le même temps, un certain nombre de groupes des pays développés (en particulier la France, les États-Unis

et le Royaume-Uni) se sont délogés de l'Afrique. Les investisseurs des pays en développement ont été très demandeurs des actifs cédés. En conséquence, les fusions-acquisitions africaines ont augmenté de 32%, passant de 3,8 milliards de dollars en 2013 à 5,1 milliards de dollars en 2014, surtout dans les activités financières et dans les secteurs pétrolier et gazier.

Par ventilation sectorielle, les services représentent la plus grande part du stock intérieur d'IDE de l'Afrique, bien que cette part soit moins élevée que dans d'autres régions. Elles se concentrent dans un nombre relativement restreint de pays, notamment le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Les projets dans l'infrastructure, les activités financières et le transport gagnent en importance. C'est le cas aussi dans le réseau en expansion des technologies de l'information et de la communication, les investisseurs s'efforçant de conquérir des marchés de consommation en croissance. □

Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com